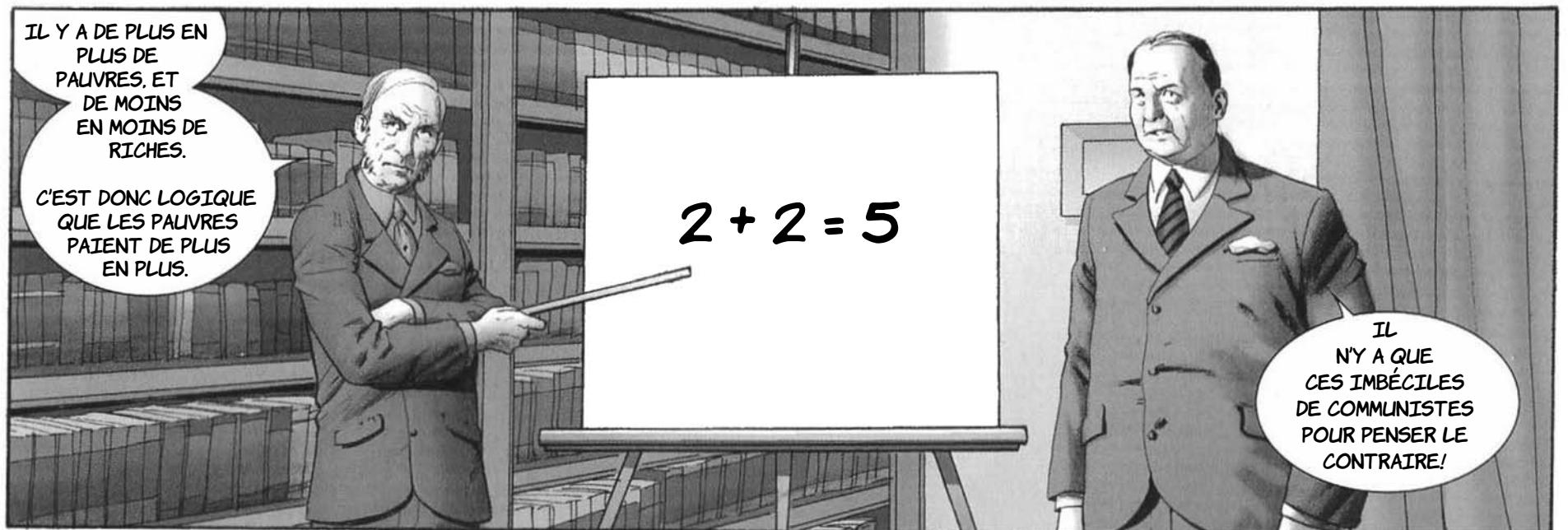


Cause Commune

Journal anarchiste

www.causecommune.net

Un budget pour les riches!



S'il y a une chose que les vacances et le beau temps n'ont pas permis de nous faire oublier, c'est le fameux budget Bachand, déposé à l'Assemblée nationale en mars dernier. Les reculs surprenants que celui-ci fait subir à la société québécoise, notamment par la mise en place de la tarification des services publics, ainsi que les scandales de corruption qui ne cessent d'éclabousser le gouvernement, ont une chose en commun. Ils illustrent parfaitement une vérité que bien des gens ont déjà saisie : l'État est au service des riches et des puissants.

Entre autres mesures inacceptables et indécentes, ce budget tente d'imposer de nouveaux frais pour les soins de santé (25\$ dès 2010, 100\$ en 2011 et 200\$ en 2012). Cette contribution serait accompagnée de ces fameux tickets modérateurs visant à faire payer ceux et celles qui "consomment" trop de services de santé. Ajoutons une hausse prévue de la TVQ (de 7,5% à 9,5%), une hausse des tarifs d'électricité, une hausse de la taxe sur l'essence, une hausse des frais de scolarité, sans oublier, bien entendu, de nombreuses coupures dans les différents programmes sociaux. Si les banques et les entreprises - qui sont nombreuses à engranger des profits records - sont également mises à contribution, c'est strictement par le biais des nombreuses enveloppes brunes qu'elles glissent sous les portes des ministres libéraux en période électorale : absolument rien dans ce budget ne vise à aller chercher ne serait-ce qu'un sou dans leurs coffres.

Face à l'arrogance de ce gouvernement corrompu et devant cette - énième - offensive contre la qualité et l'accessibilité des services publics, la lutte et l'éducation populaire constituent les leviers de résistance les plus prometteurs. Ces deux formes d'action sont d'ailleurs étroitement liées : après tout, on ne s'investit dans un projet de société que lorsqu'on le comprend bien, et cette implication nous aide en retour à élever notre capacité d'agir sur les relations de pouvoir.

À notre avis, la seule attitude possible face à cette offensive des classes dirigeantes se trouve dans une opposition autonome et sans compromis. Pour contrer la mise en place d'une redistribution encore plus inégale de la richesse, l'Union communiste libertaire s'est jointe l'hiver dernier à la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics. Composée en majeure partie d'organisations communautaires, mais aussi de syndicats locaux et d'associations étudiantes, la coalition se fait rassembleuse mais peine à sortir d'une vision bon enfant de l'État. Paradoxal, pour une organisation anarchiste, de défendre les services publics? *Publiquement*

nôtres présente les raisons qui nous poussent à défendre les services sociaux, et ce malgré notre rejet de l'État et de sa logique marchande.

Parmi les organisations politiques de la coalition se trouve le véhicule de la gauche sociale-démocrate : Québec Solidaire, qui soutient la participation au spectacle parlementaire. Pourquoi les anarchistes s'entêtent-ils à refuser de s'engager dans le jeu électoral? *Sociale-démocratie et gauche électorale* se propose de répondre à la question en présentant cette posture fondamentale des libertaires.

Parallèlement, dans le contexte de la négociation de leur convention collective, les employés de l'État se font proposer de nouveaux reculs à leur conditions de travail. La complaisance des grandes centrales syndicales les amène à recommander l'adoption des propositions réactionnaires du gouvernement. Ils font fausse route, et c'est pourquoi notre texte *Rejet de l'entente* appelle au rejet par les assemblées générales des syndicats locaux de l'entente avalisée par la direction du Front commun.

Enfin, les mouvements sociaux québécois ne sont pas seuls à s'opposer aux attaques contre les services publics. Trois regards sur de récents événements internationaux permettent d'en apprendre sur les luttes menées ailleurs : *Martinique et Guadeloupe en lutte* présente celles menées dans les Antilles françaises, *La leçon grecque* celles menées dans la péninsule hellénique et *Le plan des patrons : faire payer les vieux* sur la résistance en France.

La conjoncture est dure, et l'assaut du gouvernement contre la population d'une intensité rare. Une action de masse pour contrer ce gouvernement et ses politiques capitalistes s'impose. La Coalition contre les tarifs est un premier pas dans l'intensification de la contestation populaire. Espérons que le mouvement ouvrier et syndical saura reconnaître la complaisance de ses dirigeants et dirigeantes et qu'ils se joindra à ce mouvement de contestation essentiel.

Afin de relancer la lutte contre ce budget désastreux, l'UCL organise cet automne des réunions et assemblées publiques dans plusieurs régions de la province.

Plus de détails sur notre site web : www.causecommune.net

Publiquement nôtres

Pour dépasser l'apparente contradiction d'une défense anarchiste des services publics

Plusieurs personnes pourraient s'interroger, avec raison, sur le caractère contradictoire de la campagne de l'UCL contre la tarification et la privatisation des services publics. En effet, comment peut-on prôner la suppression de l'État et revendiquer du même coup la qualité et la gratuité des services publics? Une telle position est pourtant moins incohérente qu'il n'y paraît...

De prime abord, notre position s'appuie sur une analyse critique du contexte social, politique et économique actuel. En cette période de l'histoire où les moindres parcelles de l'activité humaine et du vivant sont soumises aux diktats du marché, nous considérons que des services publics gratuits constituent, pour le moment, le meilleur instrument pour combler les besoins essentiels de la population (éducation, logement, transport, etc.). En nous positionnant pour l'abolition de la pauvreté et de la précarité, nous luttons pour une meilleure qualité de vie pour tous et toutes, ici et maintenant, au-delà de tout dogmatisme.

De plus, si l'UCL se positionne contre l'État, c'est que celui-ci se présente comme un instrument de choix pour les personnes économiquement privilégiées et opportunistes comme le montre bien la situation actuelle. Or au sein d'une société communiste libertaire idéale, les institutions publiques seraient également de la partie ; ces institutions seraient toutefois sous un contrôle démocratique direct afin que les services soient offerts de manière solidaire et égalitaire dans une perspective d'autogestion des ressources. Ainsi, en luttant pour la gratuité des services publics, nous nous opposons à la gestion marchande qu'en fait l'État, et non à l'idée même de « services publics ».

Il ne faut jamais oublier que, fondamentalement, les services publics représentent — ou plutôt devraient représenter — le don d'une société à

(suite en page 2)



SOCIAL-DÉMOCRATIE ET GAUCHE ÉLECTORALE

L'impossible rupture avec le capitalisme

Face à la crise économique, les États occidentaux se sont épris d'un élan de générosité envers les big boss de ce monde. En un tour de main, des milliards de dollars ont été injectés dans l'économie afin d'aider les capitalistes à relancer leur business. L'objectif de ces manœuvres : nous maintenir à l'état d'esclaves salarié-e-s et de consommateurs et de consommatrices dociles tout en poursuivant la destruction de l'environnement. Comble d'ironie, ce serait encore à la classe travailleuse et aux plus démunis de faire des concessions en voyant les dépenses gouvernementales coupées dans les services publics, et ce, au nom de la sacro-sainte relance de la croissance économique.

De la part des gouvernements de droite, que ce soit le Parti libéral du Québec, l'UMP de Sarkozy en France ou la coalition de Berlusconi en Italie, il n'y a pas de quoi s'étonner. Mais qu'en est-il des partis de gauche présentement au pouvoir ? Eh bien, certain-e-s seront surpris-e-s d'apprendre que le Parti socialiste ouvrier espagnol, la coalition autour des verts et du Parti social-démocrate allemand ou encore le PASOK (mouvement socialiste panhellénique) en Grèce, sont également venus au secours des capitalistes en appliquant des plans d'austérité économique. Dès lors, une question surgit : pourquoi la gauche au pouvoir se comporte-t-elle comme la droite ?

Certaines personnes répondent à cette question en affirmant qu'il s'agit d'une « trahison » des élites du parti qui serait elle-même un effet collatéral de la bureaucratisation de ces organisations politiques. Ce serait donc en changeant les leaders corrompus pour d'autres véritablement intègres que nous pourrions arriver à appliquer des solutions favorables à la classe travailleuse et aux plus démunis. Cette hypothèse, qui suggère que les dirigeants se soient coupés de la base militante et qu'il suffirait de les reconnecter au peuple pour qu'ils reprennent le droit chemin, ne résiste pas à une analyse matérialiste de la société capitaliste. Pour d'autres, ce serait une question de programme politique et de rapports de force entre les mouvements sociaux. Nous aurions besoin d'un parti doté d'un programme socialiste qui serait en mesure de « prendre le pouvoir » en comptant sur le soutien d'une vague de mobilisations populaires. Cette alliance des « urnes et de la rue » serait ensuite capable d'affronter la bourgeoisie afin de limiter les dégâts ou mieux encore de réaliser une transformation sociale majeure. L'histoire démontre toutefois que ça ne s'est jamais passé ainsi. À tous les coups, ces nouveaux gouvernements « en faveur des opprimés » se rangent finalement du côté de l'ordre établi. Certes, ils ont parfois arrachés quelques concessions au patronat, mais leur rôle historique a surtout été de collaborer de diverses manières avec les capitalistes et les forces réactionnaires.

L'État capitaliste

Les deux explications réformistes qui nous sont proposées ci-haut ne nous aident guère à comprendre un phénomène beaucoup plus profond que le simple rôle des partis politiques. En conséquence, il importe de souligner certains traits fondamentaux des États et des démocraties capitalistes. L'État moderne n'est pas né d'une réflexion sur la « meilleure façon de vivre ensemble ». Il s'agit d'une forme juridique constituée par l'accession au pouvoir des bourgeoisies nationales au 18^e et au 19^e siècle. En assoyant leur légitimité sur un système politique dit démocratique, la classe capitaliste a pu enchâsser au sein de règles de droit la domination qu'elle détenait déjà dans

l'économie. Par-dessus tout, le droit à la propriété privée, fer de lance de toutes les constitutions capitalistes, a été placé au sommet des libertés individuelles.

C'est également en procédant de cette manière qu'elle a pu s'accaparer le recours à la répression étatique (police, armée, tribunaux) et consolider l'idéologie dominante nécessaire au contrôle de la population. En conséquence, le rôle de l'État moderne est, depuis sa naissance, de soutenir le capitalisme par tous les moyens nécessaires, et ce, peu importe le parti au pouvoir. C'est pourquoi la démocratie représentative, puisqu'elle s'insère dans cet appareil plutôt que de le contester, peut, au mieux, tenter de corriger certaines inégalités générées par un capitalisme qu'elle ne remet pas en question, et, au pire, devenir elle-même l'agent de répression envers les forces sociales qui, précisément, contestent la logique d'ensemble de ce système.

En somme, l'État n'est pas un « outil » qui se moule aux convictions de celui qui l'utilise: il est une institution historique au service des classes dominantes. Quelques centaines d'années de parlementarisme devraient nous avoir appris ce fait : peu importe leur rhétorique progressiste, conservatrice ou libérale, les gouvernements agissent systématiquement de manière à reproduire la domination de la classe possédante. Il ne s'agit donc pas de travailler à changer la tête du capitaine sous prétexte que le prochain sera « l'élu » du peuple, mais bien de s'attaquer aux rapports de domination et d'exploitation qui caractérisent la société marchande et qui font que, justement, les gens croient encore en la venue d'un « bon gouvernement » ou d'un « bon chef » qui améliorera leurs conditions de vie.

Rupture révolutionnaire ou austérité capitaliste

Pour les gouvernements sociaux-démocrates, un choix s'impose en temps de crise économique. Soit ils appliquent les mesures d'austérité économique demandées par les forces capitalistes, soit ils refusent de négocier et entament un processus de confrontation avec les dominants. Force est de constater qu'ils choisissent toujours la première option. C'est tout à fait logique. De la même manière qu'elle accepte les règles du jeu parlementaire, la social-démocratie accepte les règles de l'économie bourgeoise. Seules les solutions dites réalistes et sanctionnées par les institutions politiques et économiques dominantes sont à sa portée. Les solutions qui remettraient en cause l'accumulation du capital ou la croissance économique sont éliminées a priori.

Au 19^e et au début du 20^e siècle, plusieurs révolutionnaires ont cru bon de tenter la réalisation du socialisme par la voie parlementaire. À leur décharge, ils n'avaient pas le recul historique que nous avons à présent. Cent cinquante ans plus tard, il serait temps qu'on se fasse à l'idée qu'il n'y aura pas de « socialisme par les réformes ». Combien d'expériences ont porté à nu le vrai visage de l'État capitaliste? Nos camarades tombés au combat ne voudraient certainement pas que nous répétions les erreurs du passé. C'est à nous, travailleurs et travailleuses, étudiants et étudiantes, chômeurs et chômeuses, exclués et révoltés de tout acabit de se regrouper pour former une riposte sociale extra-parlementaire, combative dans ses moyens et révolutionnaires dans ses objectifs. Nous devons attaquer les capitalistes directement sur leur terrain. Et leur terrain, c'est avant tout celui de l'économie bourgeoise qui asservit quotidiennement notre classe.

(...) L'État n'est pas un « outil » qui se moule aux convictions de celui qui l'utilise : il est une institution historique au service des classes dominantes.



Cause Commune

Journal anarchiste www.causecommune.net

Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 6000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et militants libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous. Vous pouvez aussi soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net.

Contacts locaux de l'UCL:
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net



Pour nous rejoindre:
ucl@causecommune.net

DIRA
 BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE
 DOCUMENTATIONS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES
 lundi mardi vendredi, samedi et dimanche: 14:00 à 17:00
 mercredi et jeudi: 14:00 à 20:00
 2035 BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT
 TEL: 514-843-2018 / E-MAIL: dira@riseup.net

L'INSOUMISE
 Librairie Anarchiste
 Livres, revues, brochures et journaux
 Horaire :
 Lundi : fermé
 Mardi - mercredi : de 12h à 18h00
 Jeudi - Vendredi : de 12h à 21h00
 Samedi - Dimanche : de 12h à 18h00
 2033, St-Laurent, Montréal
 Pour nous joindre : 514-313-3489

Publiquement nôtres (suite)

elle-même, la forme privilégiée que peut prendre une répartition égalitaire de la richesse et une solidarité sociale tous azimuts. À travers les services publics, la société prend soin — ou plutôt devrait prendre soin — de tous ses membres, et surtout des plus démunis. Pourtant, les services publics ont une fonction contradictoire : d'une part ils constituent un moyen privilégié pour développer une réelle qualité de vie; d'autre part, ils sont utilisés comme instruments de régulation et de contrôle social utiles aux classes dirigeantes. Ces deux fonctions sont enchevêtrées de telle façon qu'il n'est pas toujours facile d'y voir clair et de les distinguer simplement. Notre objectif n'est pas donc de viser la reconduction éternelle des services sociaux tels qu'on les connaît maintenant, mais bien, et précisément, de défendre les instruments qui nous aident à survivre ici et maintenant tout en visant, d'un même souffle, le dépassement de ces institutions afin qu'elles soient sous contrôle populaire.

C'est dans cette optique que ceux et celles qui nous ont précédés ont lutté pour obtenir les services publics dont nous jouissons aujourd'hui. Puisque ces services ne sont finalement que des résidus des luttes populaires passées, ils doivent être constamment défendus, approfondis et mis en valeur afin qu'à terme ils appartiennent démocratiquement à l'ensemble de la société et soient enfin libérés de la tutelle de l'État et de sa rationalité froide et calculatrice.

Si l'histoire nous montre que nous n'aurons que ce que nous prenons, il serait peu conséquent d'abandonner ce qui constitue une des formes les plus développées de notre vivre ensemble.

Certes, les services publics que nous connaissons aujourd'hui devront être radicalement transformés afin de développer leur plein potentiel de solidarité. Or les transformations imposées par l'État libéral actuel nous éloignent grandement de cet objectif. Voilà pourquoi nous luttons pour un accès égalitaire et gratuit à des services publics de qualité : pour en faire le ferment d'une société démocratique qui prend soin de son avenir.

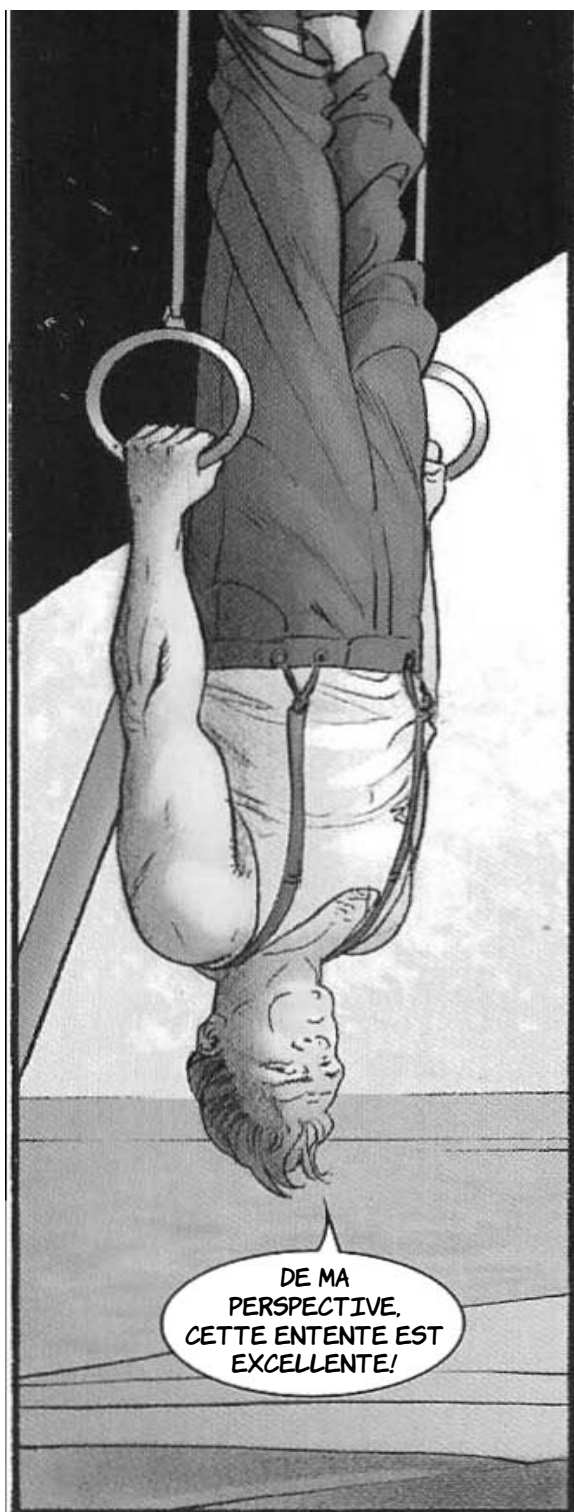
Front commun syndical : appel au rejet de l'entente

Nous adressons ce texte à l'ensemble des travailleurs et travailleuses syndiqué-e-s de la fonction publique et parapublique, à qui on demandera bientôt, dans leurs assemblées générales, de sanctionner l'entente issue des négociations entre les centrales syndicales et le gouvernement du Québec. Nous appelons à voter contre cette entente, négociée sans aucun rapport de force avec le patronat, et comportant des mesures qui augmenteront l'exploitation des travailleurs et travailleuses. On propose cette entente à rabais au moment même où l'État québécois vient de déposer l'un des budgets les plus antisociaux de son histoire. La réponse en assemblée générale devra être à la hauteur de l'affront : il faut rejeter cette entente qui n'est rien d'autre qu'une capitulation déguisée en victoire.

Une négociation sans rapport de force

Les temps ont changé depuis le Front commun de 1972 où les trois chefs de centrales syndicales avaient été condamnés à un an de prison pour avoir mené une grève illégale! Au sortir des négociations, les directions des grandes centrales syndicales étaient plutôt contentes qu'il n'y ait eu aucune confrontation et louangeaient l'attitude du gouvernement : « Dans cette négociation, le gouvernement s'est comporté de façon exemplaire comparativement à la dernière fois où il avait décrété nos conditions ».

Quelques mois auparavant, une proposition patronale renfermant à peu près les mêmes offres avait été jugée insatisfaisante. Qu'est-ce qui avait changé entre-temps? Pas grand-chose, sauf l'attitude des centrales qui ont reviré leur veste et fait tout un spectacle médiatique, le jour de la Saint-Jean, pour annoncer en grande pompe ce qui n'était au final que l'obtention de quelques miettes. Reconnaisant l'étroitesse des avantages maintenus ou acquis, les trois têtes du cerbère syndical gazouillaient néanmoins leur bonheur : dans un contexte où, partout sur le globe, les conditions de travail reculent, il fallait se réjouir d'avoir réussi à faire du sur-place! Quant aux infirmiers et infirmières de la FIQ, on les a « solidairement » (!) oublié-e-s sur le bord du chemin.



Les temps ont changé depuis le Front commun de 1972 où les trois chefs de centrales syndicales avaient été condamnés à un an de prison pour avoir mené une grève illégale!

En tenant compte de l'inflation et des nouveaux frais imposés aux individus (électricité, santé, éducation, etc.), les conditions proposées reviennent à un quasi-gel de salaire. Pourtant, les têtes dirigeantes des trois centrales font tout en leur pouvoir pour maintenir la paix sociale et éviter l'établissement d'un réel rapport de force face à un gouvernement dont la majorité de la population est insatisfaite.

Une opposition de taille aurait d'abord pu être organisée face au dernier budget, mais les gérants et les gérantes de syndicats ont préféré la collaboration à la confrontation, et ont laissé la Coalition contre les tarifs et le mouvement populaire se battre seul-e-s. C'est dans le même état d'esprit qu'ont été négociées les conditions de l'entente. Que ce soit en 1972 ou aujourd'hui, c'est toujours au prix de luttes acharnées que les travailleurs et les travailleuses peuvent obtenir de meilleures conditions de travail.

La (més)entente

L'entente prévoit des hausses de salaires si l'économie du Québec augmente au moins deux fois plus vite que d'habitude dans les quatre prochaines années, ce qui n'arrivera pas. En échange de ces hausses imaginaires, les syndicats se sont liés aux objectifs du patronat et du gouvernement: il faudra redoubler d'ardeur au travail pour augmenter la productivité et la croissance capitaliste. Jean Charest était très content : « La clause qui lie la rémunération à la croissance économique est un changement de perspective et de culture qui est fondamental pour tous les Québécois. Nous sommes réunis autour d'une même volonté pour développer notre économie ». Bref, le syndicat ne combat plus les patrons et les capitalistes : on recherche la même chose qu'eux, la croissance économique.

Parlons-en de la croissance. Pour maintenir des taux de profits qui baissent sans cesse, il faut toujours surproduire et surconsommer davantage (le fameux « pouvoir d'achat »). Comme cela n'arrive même plus à maintenir la croissance, on transforme en marchandise des biens autrefois communs (services publics, rivières, connaissances, etc.), et on fabrique de l'argent faux avec la magie du crédit (et de l'endettement personnel), de la bourse et de la finance... jusqu'à ce que la bulle éclate, entraînant les crises répétitives et bien connues du capitalisme. Et pendant tout ce temps, on détruit l'environnement pour nourrir la machine à produire de la valeur.

De plus, il ne faut pas oublier que les conditions de vie d'une certaine « aristocratie ouvrière » syndiquée dans les pays riches se sont bâties sur le dos du « tiers-monde ». Au cours des dernières décennies, les travailleurs et travailleuses de l'Occident ont relativement amélioré leur pouvoir d'achat non pas tant à cause d'une meilleure redistribution de l'argent entre riches et pauvres dans la société, mais au prix d'une exploitation toujours plus grande des classes ouvrières du Sud. C'est à eux et elles qu'est reléguée la tâche de produire des biens manufacturés pas chers « made in China », permettant ainsi de maintenir le régime de consommation de masse. Quand un ouvrier du Nord achète chez Wal-Mart, il y a à l'autre bout une ouvrière chinoise exploitée ; et à la fin, des montagnes de trucs jetables dans les dépotoirs. Pendant ce temps, les écarts de richesse ne cessent d'augmenter au Nord, et le travail se précarise. C'est ce modèle entier qui est arrivé à une impasse.

M. Charest appelle les salarié-e-s à se lancer dans la course à la surproduction. Le réformisme syndical tape des mains, tant que le « pouvoir d'achat » se maintient. *Business as usual*, et basta l'environnement. Cette entente est une farce. Face à un gouvernement qui s'avérera sans aucun doute inflexible et autoritaire, il faudra prendre les moyens nécessaires contre les mesures antisociales du dernier budget, fût-ce la grève sociale.

Pour un syndicalisme de combat

À travers cette lutte se mène aussi une bataille pour rétablir un « syndicalisme de combat » au Québec.

Il ne faut pas chercher de partenariat avec les patrons et la croissance économique, mais s'organiser pour renverser le capitalisme, néfaste aux classes travailleuses de tous les pays; refuser de travailler non seulement davantage, mais réduire le temps de travail et exiger l'autogestion; produire non plus en vue des chiffres de la croissance et du profit, mais en fonction des besoins des personnes humaines. Le capitalisme réduit les personnes à l'état de productrices et de consommatrices de marchandises et de cochonneries engraisant les riches et défigurant la nature. On va continuer combien de temps encore? Le gouvernement dit : allez hop, en avant, chauffons la fournaise de la croissance, travaillons encore plus, détruisons l'environnement! Les centrales syndicales tiendront-elles le même discours contre l'intérêt de leurs salarié-e-s? Il faut désormais lutter sans relâche afin de rejeter à la fois cette entente à rabais et le budget antisocial.

1 - Louis Roy, premier vice-président de la CSN, sur les ondes de RDI

Suite au G20 de Toronto Camarades!

Quoique ce numéro soit réservé à la lutte contre le budget Bachand, nous tenons à manifester chaudement notre solidarité envers toutes les victimes de la répression brutale et violente qui eut lieu cet été à Toronto. Nous sommes nombreux et nombreuses à avoir subi cette répression dirigée contre la gauche. Il ne faut pas perdre de vue que si l'État canadien agit ainsi c'est justement parce qu'il est conscient — peut-être même plus que nous ! — de la force que nous incarnons. Car ce n'est pas « d'arrestations arbitraires » dont nous avons été victimes, mais bien d'une répression ciblée contre la gauche, et plus particulièrement contre ses déclinaisons les plus radicales. C'est parce que les classes dirigeantes ont de plus en plus de difficulté à cacher les problèmes chroniques auxquels ils font face qu'ils usent ainsi de la matraque; c'est parce qu'ils savent que si la gauche radicale sort de sa marginalité, elle deviendra un réel danger pour leurs indécents privilèges; c'est pour ça qu'ils ont peur de nous.

Comme toujours, les policiers ont agi en brutes, en lâches et en dociles chiens de garde du statu quo. Afin de poser un baume sur les blessures que nos camarades ont pu subir à Toronto, voici un poème qui devrait les reconforter...

Caché icitte

Paroles et musique: Les Goules

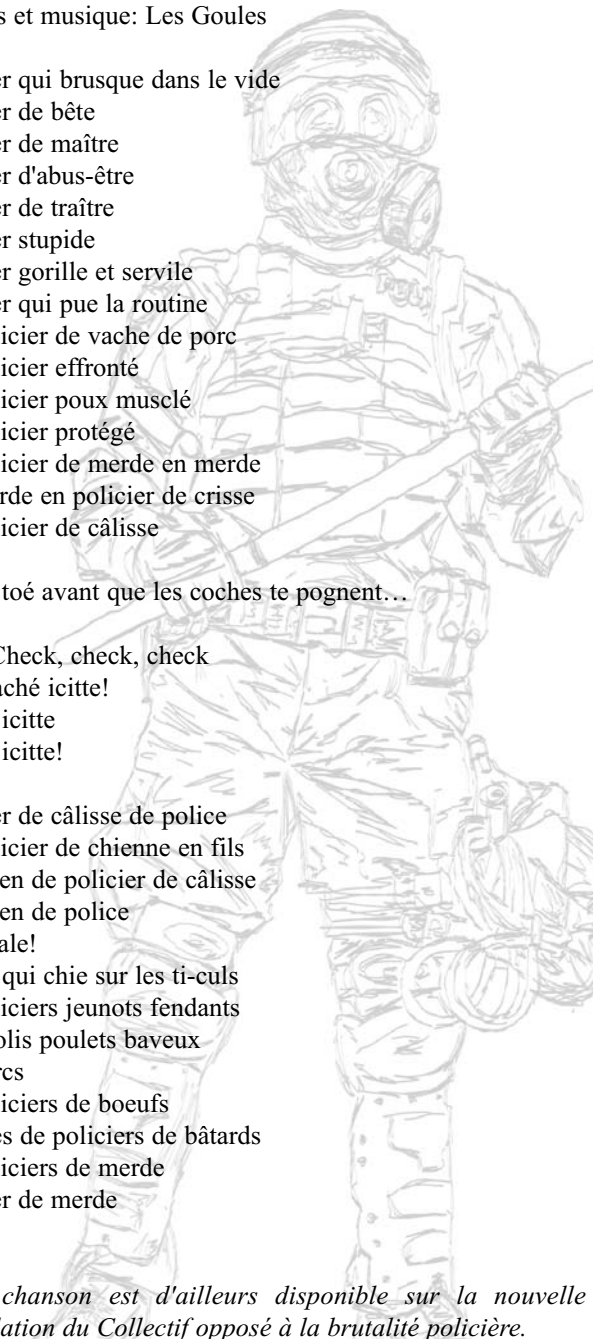
Policier qui brusque dans le vide
Policier de bête
Policier de maître
Policier d'abus-être
Policier de traître
Policier stupide
Policier gorille et servile
Policier qui pue la routine
De policier de vache de porc
De policier effronté
De policier poux musclé
De policier protégé
De policier de merde en merde
De merde en policier de crise
De policier de câlisse

Cache toé avant que les coches te pognent...

Hey! Check, check, check
Chu caché icitte!
Caché icitte
Caché icitte!

Policier de câlisse de police
De policier de chienne en fils
De chien de policier de câlisse
De chien de police
Gros sale!
Police qui chie sur les ti-culs
De policiers jeunots fendants
D'impolis poulets baveux
De porcs
De policiers de boeufs
D'osties de policiers de bâtards
De policiers de merde
Policier de merde
(...)

Cette chanson est d'ailleurs disponible sur la nouvelle compilation du Collectif opposé à la brutalité policière.



La leçon grecque

Nous envoyons d'Athènes un message de combat et de résistance aux travailleurs de tous les pays d'Europe, contre la barbarie des marchés du capital, des gouvernements et de l'Union européenne. Le gouvernement, le FMI, l'Union européenne ont décidé de conduire les travailleurs, la société grecque, à la barbarie sociale la plus sauvage que nous ayons jamais vécu. Ils nous aplanissent. On nous vole nos salaires, on nous vole nos retraites, on nous vole nos droits du travail et de protection sociale, on nous vole notre droit à la vie. Ils imposent la jungle des relations de travail, ils abolissent le salaire de base le plus bas, ils développent le contrat de première embauche, ils libéralisent les licenciements, ils diminuent les allocations sociales, diminuent le taux horaire des heures supplémentaires. Ils donnent la possibilité aux employeurs de jeter à la rue un vieux salarié et avec le même argent d'embaucher trois ou quatre jeunes précaires.

— Ilias Vretakou, vice-président d'AEDDY (syndicat de la fonction publique)

La crise économique ne se répercute évidemment pas uniquement sur le Québec et le Canada. Le capital étant mondialement répandu, son accumulation amène les classes dirigeantes d'un peu partout à réclamer sensiblement les mêmes politiques gouvernementales austères et réactionnaires. Bien entendu, ils veulent que l'État injecte de l'argent dans les banques et les entreprises défavorisées par la crise. Et puisqu'il ne pousse pas dans les arbres, c'est dans les poches des travailleurs et des travailleuses qu'on tente d'aller le chercher. Heureusement, plusieurs refusent de céder à cet ignoble chantage.

Alors que le gouvernement grec tente d'imposer un plan d'austérité draconien aux classes populaires, la résistance semble - pour une fois! - à la hauteur de l'arrogance des classes dirigeantes. Le plan du gouvernement et de l'Union européenne pour donner un coup de pouce à la « main invisible du marché » est tout à fait en phase avec l'idéologie capitaliste contemporaine : 10% de réductions des revenus des salarié-e-s du public, une augmentation



de taxes de 2%, 10% de réduction dans les dépenses publiques, deux ans de travail de plus pour la retraite, 100 millions d'euros de diminution dans le budget de l'éducation, etc.

Le problème des classes dirigeantes grecques est que le mouvement anarchiste et socialiste est si bien implanté dans le pays qu'il peut à lui seul développer un rapport de force considérable face à l'État et à ses alliés. On se souvient de la vague sans précédent de manifestations, d'émeutes et d'actions directes qui avaient secoué le berceau de la démocratie en 2008 suite à la mort par balle policière d'un jeune anarchiste. Mais si ces mobilisations étaient grandement animées par la jeunesse étudiante et immigrante, celles de 2010 sont enfin relayées par le mouvement ouvrier. Le 5 mai dernier, suite à plusieurs mois de mobilisations, la Grèce part en grève générale : Tripoli, Patra, Volos, Ioannina, Igoumenitsa, Hérakleion, Thessalonique furent envahies de centaines de milliers de manifestant-e-s. Athènes à elle seule mobilisa plus de 250 000 personnes.

Manifestations, émeutes et actions directes continuent depuis. À la mi-juillet, le pays en était à sa sixième grève générale de l'année. Le mouvement viendra-t-il à bout du gouvernement grec et de l'Union européenne ? Va-t-il renverser ce gouvernement « de gauche » ? La hiérarchie syndicale va-t-elle encore une fois agir comme un frein face à la grogne populaire ? Si la victoire est loin d'être acquise, la résistance grecque est certainement une source d'inspiration pour les peuples du monde qui, comme au Québec, font face aux attaques systématiques et puissantes de la bourgeoisie. Les classes populaires grecques, contrairement aux bureaucrates et aux politiciens, semblent avoir compris que seule la lutte peut éventuellement mener à la victoire... et que l'apathie et l'écrasement, pour leur part, sont de facto de nouvelles défaites à inscrire dans l'histoire de la lutte des classes.

Martinique et Guadeloupe en lutte

Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence.

— Les Damnés de la Terre (1961), Frantz Fanon



Voilà bientôt dix-huit mois, un formidable mouvement social secouait les « Antilles françaises ». Blocage des centres commerciaux et grèves ont alors duré près de quarante jours en Martinique, et plus longtemps encore en Guadeloupe. Le pouvoir colonialiste et les médias français ont observé pour l'occasion un silence éloquent, habituel en ce genre de circonstances. Mais après avoir tenté une politique de « cordon sanitaire » pour tenter de contenir les dizaines de milliers de manifestant-e-s qui occupaient la rue en demandant le respect de leurs droits, les bonzes du gouvernement Sarkozy ont bien dû affronter la réalité: le mouvement s'étendait.

Des revendications qui ont abouti

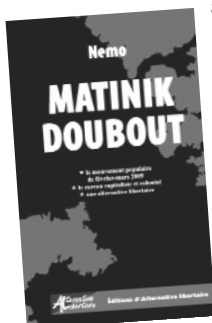
Les revendications avancées peuvent être classées en trois catégories. 1) l'exigence d'une baisse des prix à la consommation. Quatre cents types de produits étaient visés, dont les plus essentiels, ce qui représentait concrètement des milliers d'articles. 2) le maintien et l'élargissement de la protection sociale avec entre autres le gel des loyers sociaux. 3) l'alignement sur le droit français en matière de lois sociales, notamment en ce qui concerne les pensions.

Évidemment, les manifestants et manifestantes regroupés dans le LKP en Guadeloupe, ou dans le « Kolektif 5 févryé » en Martinique n'ont pas gagné sur tous les plans. Mais cette révolte, véritable « Mai 68 » antillais, a permis des avancées concrètes : le pouvoir s'est vu contraint de baisser le prix des carburants, les petits salaires ont bénéficié d'une augmentation de 200 euros par mois et les prix des produits ont été révisés à la baisse. Même si ces acquis, faute de triomphe clair et définitif, seront sans doute peu à peu rognés, ce fut une grande victoire prolétarienne à une époque où les différents gouvernements ne promettent au peuple que misère et répression.

Et maintenant?

Un tel mouvement, né d'une intersyndicale dynamique composée de syndicats de combat, nous montre que la résignation n'est pas la fatalité par laquelle nous devrions tous passer. Oui, on peut se révolter et obtenir des droits nouveaux et des avantages dans une société en crise. En raison d'une absence de perspectives que certains préfèrent cultiver au nom d'intérêts politiques et électoralistes, la combativité s'est toutefois essouffée dans les Antilles. Les leaders, en Martinique, ne surent pas intégrer les nouvelles générations dans le mouvement, préférant avant tout les garder sous contrôle par le biais de visions politiques surannées, s'engouffrant dans le piège électoraliste tendu par le pouvoir français. Le résultat fut une défection de la population qui, ne se sentant plus concernée, délaissa les orateurs seuls avec leurs « bels pawols ». C'est bien la preuve a contrario que la démocratie directe reste une pratique indispensable aujourd'hui si l'on veut pérenniser et rendre efficace un mouvement. Ces messieurs les politiciens ne peuvent évidemment l'admettre. Le peuple, lui, leur répond, à sa façon, en ne les suivant plus.

Pour en savoir plus, voir le livre « Matinik doubout », aux Éditions Alternative libertaire.



Le plan des patrons : faire travailler les vieux

Plus de 400 000 Français et Françaises ont récemment tenu une journée de grève pour protester contre l'intention du gouvernement Sarko d'augmenter l'âge minimal de la retraite de 60 à 62 ans (et de 65 à 67 pour une retraite à taux plein) d'ici à 2018, revenant sur un acquis social obtenu dans les années Mitterrand. Le gouvernement considère que faire travailler le peuple français plus longtemps, à l'instar de leurs voisins européens, est la meilleure façon d'aller chercher les 70 milliards d'euros (93 MMS CAN) qui manqueront dans ses coffres en 2030.

Il s'agit d'une façon de presser encore plus le citron en ce qui concerne les années de vie et la plus-value arrachées au travailleurs et travailleuses, comme le notait Alternative libertaire (AL) « Ce projet n'a en effet qu'un seul but : nous faire travailler toujours plus longtemps et nous laisser des retraites misérables. C'est tout bénéf pour le patronat qui n'est pas du tout mis à contribution. »

Mais pour AL, il ne suffit pas de demander que l'on maintienne l'âge des retraites à 60 ans. Cela suppose déjà que l'on cotise 41,5 ans pour avoir une retraite à taux plein, et bien des salarié-e-s ne pourront pas totaliser cette durée, notamment celles et ceux qui ont une carrière avec des interruptions. Les organisations syndicales se contentent de demander le statu quo, alors que ce qu'il faut exiger, c'est le retrait total du projet et la retraite complète à 55 ans. Liberté 55 pour toutes et tous!

Le même genre de réforme rétrograde est en train d'être imposée en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, et ici au Canada. Au Québec, le chien de poche patronal qu'est l'Institut économique de Montréal s'en est fait le porte-parole. Et on se rappellera de Lucien Bouchard qui disait que les Québécois et Québécoises ne travaillent pas assez!

Contre cette tentative d'accentuer l'emprise du travail sur nos vies, il faut plutôt viser la réduction du temps de travail. Les patrons cherchent à extraire le plus possible de travail, de manière à augmenter leurs profits et à réduire leur participation aux charges sociales. Aux États-Unis, avec de pareilles idées, on se retrouve au bout avec des gens de 70 ans forcés de quitter leur retraite et de se vendre en esclaves souriants chez Wal-Mart pour payer leurs médicaments. Nos sociétés n'ont jamais été aussi avancées technologiquement : nous sommes capables de produire ce qui est nécessaire en travaillant un minimum. Le reste ne sert qu'à engraisser les patrons et à emplir les dépotoirs de babioles inutiles. Pourquoi faudrait-il donc accepter qu'on vole leur retraite méritée aux gens qui ont trimé toute leur vie? Entre faire travailler les personnes âgées ou forcer les patrons à prendre une retraite permanente, le choix est facile!



Librairie sociale autogérée

265 Dorchester, Québec

Ouvert du mardi au jeudi de 14h à 19h,
le vendredi de 12h à 21h
et le dimanche de 12h à 17h



mercredi 19h au 88,5